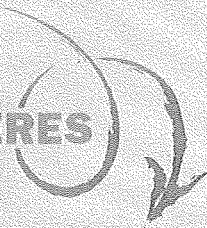


## REPÈRES



**Nom officiel :** République argentine.  
**Superficie :** 2,7 millions de km<sup>2</sup>.  
**Capitale :** Buenos Aires avec 3 millions d'habitants, 13 millions dans la grande banlieue.  
**Chef de l'État :** Cristina Fernández de Kirchner.  
**Population :** 40 millions.  
**Espérance de vie :** 75,2 ans.  
**Taux d'alphabétisation :** 97,4 %.  
**Indice de développement humain :** 46<sup>e</sup> sur 177 (Pnud 2009).  
**Religions :** Catholiques 88 %, protestants 7 %, juifs 2 %, autres 3 %.  
**Langue officielle :** Espagnol.

## Économie

3<sup>e</sup> puissance économique d'Amérique du Sud (derrière le Brésil et le Venezuela), avec un PIB de près de 370 milliards de USD. Taux de chômage de 8,7 % (2011). Taux d'inflation officiel (2010) : 8,4 %. Le secteur tertiaire (finances, assurances, télécommunications, tourisme, etc.) représentait 60 % du PIB en 2010 ; l'industrie 19 % ; l'agriculture 9 % et le secteur minier 4 %.

## Structure politique

L'Argentine est une république composée de vingt-trois provinces et d'une ville autonome (Buenos Aires). La séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire est garantie par la Constitution de 1853. Le président et le vice-président sont élus au suffrage direct pour quatre ans et sont limités à deux mandats.

## Chronologie politique

Classé parmi l'un des dix pays les plus riches du monde entre 1880 et 1930, le pays a connu un premier régime très conservateur après le renversement du pouvoir en place en 1930. Le général Juan Perón est élu président de 1946 à 1955. Lors de son mandat, et avec le soutien de son épouse Eva, très populaire, le pays a connu de nombreuses avancées : vote des femmes, augmentation des salaires, syndicalisation, nationalisation d'entreprises, développement agricole, etc. 1955-1976 : années d'instabilité où se succèdent coups d'État militaires et élections. Le péronisme devient illégal. Le coup d'État de 1976 inaugure l'une des dictatures militaires les plus dures de l'histoire. On estime à 30 000 le nombre des disparus. La dictature prendra fin en 1983 avec l'arrivée au pouvoir de Raúl Alfonsín, puis, en 1989, de Carlos Menem. Sources : ministère des Affaires étrangères, Pnud, Banque mondiale.



© Jean-Claude Guez

## L'Argentine, à la reconquête de son destin

À peine dix ans après une crise qui l'avait entraînée dans la faillite, l'Argentine présente un tout autre visage. Un succès attribué notamment aux mesures économiques et sociales adoptées par Néstor Kirchner, puis par sa femme Cristina Fernández de Kirchner, réélue triomphalement le 23 octobre, à la tête du pays.

**D**imanche 23 octobre 2011. Une marée de drapeaux bleu et blanc recouvre la place de Mai, au centre de la capitale, Buenos Aires. Sur l'estrade dressée face à la Casa Rosada (la maison rose) – le

palais présidentiel – Cristina Fernández de Kirchner, tout de noir vêtue, s'adresse à la foule, les larmes aux yeux. « Mes chers compagnons, vous pouvez compter sur moi pour approfondir ce projet destiné à améliorer la vie des 40 millions d'Argentins. »



... Réélue triomphalement à la tête du pays dès le premier tour avec 53,96 % des votes, « la Reine Cristina », comme elle est surnommée ici, est longuement ovationnée. Mais cette victoire est surtout celle des habitants d'un pays frappé, il y a dix ans, par une crise économique sans précédent. Des Argentins qui scandaient alors « *Que se vayan todos !* » (« *Qu'ils s'en aillent tous !* ») à l'attention d'une classe politique jugée corrompue et incompétente.

« Pour comprendre ce que représente la réélection de Cristina, il faut se rappeler ce qu'a vécu l'Argentine ces deux dernières décennies, explique Néstor Borri, du Centro Nueva Tierra, un organisme de promotion sociale et pastorale, partenaire du CCFD-Terre Solidaire, regroupant près de 4 000 acteurs sociaux et communautaires. En 1989, Carlos Menem est arrivé au pouvoir avec l'objectif de répondre à la récession et à l'hyperinflation (jusqu'à 140 %) dont souffrait le pays. Il a mené pendant dix ans une politique néolibérale féroce. » Privatisation des sociétés publiques au profit d'investisseurs privés étrangers, instauration d'une parité fixe entre le dollar et le peso argentin\*, privatisation du régime des retraites... La chirurgie a été lourde et

“ Alors que l'Europe et une partie du monde connaissent une crise terrible, les Argentins croient de nouveau en l'avenir. ”

Néstor Borri du Centro Nueva Tierra.

les résultats guère probants. « L'inflation a baissé, admet Néstor Borri. Mais avec une monnaie surévaluée, les exportations ont chuté. Le chômage a grimpé en flèche et les ménages se sont endettés. » La dette du pays, elle aussi, a explosé, pour atteindre 132 milliards de dollars en 2001. Et lorsque le FMI, qui avait jusqu'alors largement aidé le pays, refuse, le 5 décembre 2001, d'accorder un nouveau prêt, l'Argentine se retrouve en cessation de paiement.

#### Quatre présidents en deux ans !

« Entre 2001 et 2002, le pays a traversé la crise sociale et économique la plus violente de son histoire, confirme Fortunato Mallimaci, sociologue et directeur du Centre franco-argentin des hautes études de l'Université de Buenos Aires. Le chômage a grimpé jusqu'à 25 % et même 50 % dans certaines zones ouvrières. Dans les rues, on voyait des milliers de gens attendre des heures devant les soupes populaires. Des dizaines de milliers de « piqueteros » (chômeurs) bloquaient les routes. Des centaines d'usines en faillite ont été occupées par les salariés qui s'opposaient au démantèlement ou à la revente de leurs outils de production. »

Cette crise sociale et économique a atteint son paroxysme lorsque le gouvernement de Fernando de la Rúa, le successeur de Carlos Menem, décide de réduire drastiquement les retraits bancaires pour éviter la fuite des capitaux. « Cela a provoqué des émeutes réprimées dans le sang, se souvient Fortunato Mallimaci. Trente et une personnes ont été tuées et le président s'est enfui du palais présidentiel en hélicoptère ! » Pendant les deux années suivantes, pas moins de quatre présidents se sont succédé pour tenter de redresser la barre. En vain. Jusqu'à l'élection, en 2003, de Néstor Kirchner. Le gouverneur

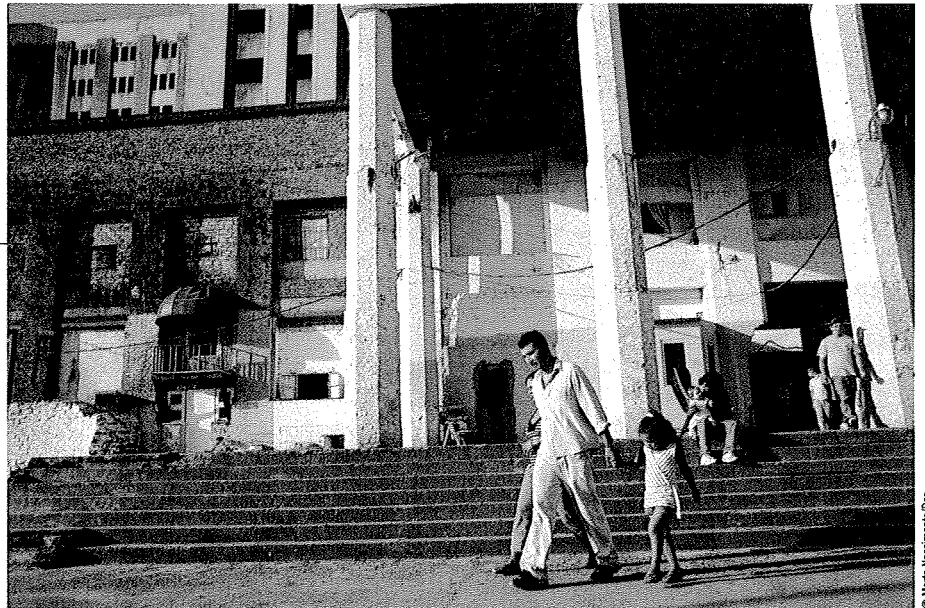
de sensibilité péroniste, venu de l'État de Santa Cruz, en Patagonie, a un objectif simple : « Remettre la nation en marche. » Pour y parvenir, il jette les bases d'une nouvelle politique et surfe sur une conjoncture économique internationale plus favorable. « À cette époque, l'Argentine avait suspendu le paiement de sa dette extérieure et Néstor Kirchner s'est opposé à ce que son remboursement reprenne (1), précise Mariana Gonzalez, économiste au Centre de recherche et de formation de la République argentine (Cifra). Il a ensuite profité d'une mesure prise avant son arrivée : l'abandon de la parité entre le peso et le dollar. » Dans le même temps, le prix des « commodities », les matières premières, ont grimpé en flèche. En particulier le soja transgénique, dont l'Argentine est le 3<sup>e</sup> producteur



Cristina Fernández de Kirchner lors de son élection, le 23 octobre 2011.

et exportateur mondial. « L'autre facteur important, pendant toute cette période, a été la bonne santé économique du voisin brésilien, premier partenaire commercial », poursuit Mariana Gonzalez. De quoi doper la production. « Le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 8 % en 2003, alors qu'il était à -10 % l'année précédente. Néstor Kirchner a pu se lancer dans une politique de reconquête économique en finançant différentes mesures, comme le lancement

Programme social et d'urbanisation de l'Association des Mères de la place de Mai, dans le quartier pauvre de Ciudad Oculta, de Buenos Aires (mai 2010).



© Mariana Nascimento/Rea

d'un vaste programme de travaux publics et l'embauche de chômeurs pour un salaire mensuel de base de 150 pesos. » Et relancer ainsi la demande interne.

« Grâce à cette politique, 4,8 millions d'emplois ont été créés entre 2002 et 2008, en grande partie dans le secteur industriel, indique Néstor Borri. Durant la même période, le taux de pauvreté a chuté de 45 % à 11 %. » Cristina Fernández de Kirchner hérite de cette situation lorsqu'elle est élue, en 2007, pour succéder à son mari. L'avocate de formation prend ses fonctions, déterminée à poursuivre le redressement économique, à récupérer la souveraineté sur les ressources naturelles et financières ou encore à lutter contre l'évasion fiscale. Parmi les principales mesures adoptées, la renationalisation en 2009 du système des retraites et de deux entreprises : « Aerolíneas », la compagnie d'aviation, et « les Correios », la Poste argentine.

### Une politique de redistribution sociale

Pour renforcer la politique sociale, l'État finance le programme « Argentine au travail », pour créer plus de 300 000 emplois dans l'Économie sociale, et le plan « Familles », destiné à venir en aide à 700 000 familles. Ou encore l'Assignation universelle par enfant (AUH), créée en 2009. Une allocation, d'un montant de 230 pesos par enfant, qui est un « droit » dont bénéficient aujourd'hui près de 2 millions de foyers. Autant d'initiatives qui font passer le budget du ministère du Développement social, de 360 millions à 2,8 milliards d'euros, entre 2003 et 2010.

« Mener à bien une politique de redistribution sociale de cette ampleur n'a pas été chose aisée dans un pays marqué par des années de néolibéralisme », assure Fortunato Mallimaci. Le meilleur exemple

est le conflit qui a opposé Mme de Kirchner aux grands producteurs de soja en mars 2008. « Pour financer ses programmes sociaux, la présidente a décidé d'augmenter les "retenciones", ces taxes flottantes sur les exportations de céréales et des oléagineux, que l'État impose aux agriculteurs argentins », rappelle Mariana Gonzalez. Or, ces taxes de 44 % sont jugées déjà trop élevées par les acteurs d'une filière stratégique pour l'économie argentine. « Le bras de fer a duré plusieurs mois, se rappelle Néstor Borri. Et le projet a été finalement rejeté. »

Cristina Fernández de Kirchner sort affaiblie de cette crise et sa popularité dégringole à 20 %. Résultat, elle a perdu les élections législatives en juin 2009. « Beaucoup pensaient alors que le "kirchnérisme" allait s'effondrer, assure Néstor Borri. Et lorsque son époux est mort, en octobre 2010 – terrassé par une crise cardiaque –, des rumeurs ont même laissé croire qu'elle était sur le point de quitter la scène politique. » Mais c'était mal connaître « CFK ». Sa popularité est repartie en flèche après les funérailles nationales de son mari. Un décès et un statut de veuve que ses adversaires lui reprochent d'exploiter encore aujourd'hui. Mais les critiques des détracteurs de « CFK » se cristallisent surtout sur certains aspects de sa politique économique. Notamment l'inflation officiellement de 8 %, mais évaluée à 25 % par la majorité des économistes. Autre point noir : si le chômage est à son plus bas niveau depuis vingt ans, les salaires sont peu élevés et plus d'un tiers (36 %) de la population active travaille toujours dans le secteur informel.

De nombreux observateurs mettent également en avant les risques que ferait courir à l'économie argentine un ralentissement de la croissance du Brésil et dénoncent la « soja-dépendance ». L'or vert, qui occupe la moitié des terres cultivées, est d'ailleurs rendu responsable de l'exode rural de millions de personnes.

D'autres critiques portent aussi sur la politique minière où les lois censées protéger l'environnement tardent à être mises en vigueur, laissant le champ libre à des compagnies étrangères. « Mais ces bémols n'entament en rien le niveau de confiance des ménages, historiquement au plus haut, indique Néstor Borri. Alors que l'Europe et une partie du monde connaissent une crise terrible, les Argentins croient de nouveau en l'avenir. » C'est ce sentiment qui prédominait chez les dizaines de milliers de personnes venues fêter la réélection de Cristina Fernández de Kirchner, sur la place de Mai. Parmi elles, un homme arborait une pancarte, sur laquelle il avait écrit : « No soy Indignado, soy Feliz !!! » « Je ne suis pas Indigné, je suis Heureux !!! » ■

Jean-Claude Gerez

\* 1 USD = 1 peso, aujourd'hui 1 dollar vaut 4,3 pesos (Ndr.).

(1) Le remboursement de la dette privée, suspendu depuis 2002, a été renégocié en septembre 2010 sur la base d'une décote de 65 %, acceptée par la majorité des créanciers. Pour la payer, Cristina Fernández de Kirchner a décidé de puiser dans les réserves de change (50 milliards de USD). Cette option lui vaut les critiques du FMI qui a perdu tout moyen de contrôle sur l'Argentine depuis 2006, lorsque le pays a remboursé la dette de 9,8 milliards de dollars, contractée auprès de cette institution.